

Éphémérides G.L. – Semaine du 24 au 30 novembre 2012

RESUME : En RDC, l'affaire de la mutinerie du M23 continue – et continuera encore – à occuper le centre de l'actualité. Après avoir échoué à reprendre la cité de Sake, 3.500 éléments des FARDC se sont repliés à Minova proche de la frontière avec le Sud Kivu où ils ont commis des pillages, des vols et des réquisitions forcées ([RDC_3](#)) ([RDC_4](#)). Le nouveau commandant des Forces terrestres, qui remplace le général Amisi accusé de trafic d'armes par le Groupe d'experts des N.U., suspendu de ses fonctions mais qui ne pourra être traduit devant l'auditorat militaire lequel ne dispose d'aucun gradé du même rang ([RDC_1](#)) ([RDC_25](#)), est venu inspecter les troupes et appeler à la discipline ([RDC_10](#)). Toujours pour ce qui regarde l'armée, on notera que le commandant de la 9^{ème} région militaire du Nord Kivu, Jean-Claude Kifwa, cité lui aussi dans le rapport du Groupe d'experts des N.U., se défend catégoriquement d'être impliqué également dans un trafic d'armes avec des groupes armés, dont celui du chef de guerre Morgan ([RDC_2_1](#)).

Dans la foulée d'une rencontre à Kampala entre les chefs militaire et politique du M23 et le président congolais, qui a démenti avoir rencontré le second ([RDC_6](#)) ([RDC_9](#)) ([RDC_33](#)), les armes se sont provisoirement tues. Une rencontre à huis clos s'est tenue à Kampala entre Joseph Kabila et Paul Kagame, tandis qu'une réunion du CIRGL, tenue sans la présence du Chef d'Etat rwandais, a abouti à un accord selon lequel le M23 doit se retirer dans les 48 heures de Goma et se replier sur ses bases en échange d'un engagement de la RDC à discuter des griefs du M23 : il est aussi convenu que la MONUSCO occupera une zone neutre entre les positions tenues au préalable par les mutins et la ville de Goma, étant entendu qu'une force tripartite, composée d'une « force neutre » (?), des FARDC et des mutins, serait déployée à l'aéroport ([RDC_28](#)) ([RDC_29](#)) ([RDC_32](#)).

Dans le contexte de cet accord, des divergences de vue ou des tonalités différentes sont apparues dans le chef du leader politique du M23 et de la branche militaire du mouvement. Le premier, qui entend tout faire pour se rendre populaire et maintenir son emprise sur l'administration de la ville, y compris en cooptant des responsables et des membres locaux du parti présidentiel, a poussé ses exigences politiques toujours plus loin avant de quitter Goma, tandis que la seconde acceptait le retrait de Goma lequel ne se produirait cependant pas avant la fin de la semaine pour des raisons logistiques ([RDC_8](#)) ([RDC_12](#)) ([RDC_16](#)) ([RDC_17](#)) ([RDC_21](#)). Pendant ce temps, les FARDC, qui avaient abandonné un matériel militaire important à Goma avant de la déserté ([RDC_14](#)), menaçaient le M23 de prendre

d'assaut la ville qui aurait été également pillée par les mutins, y compris le siège local de la Banque centrale, et où le petit commerce reprenait vie, mais pas les banques, les activités humanitaires et de nombreuses entreprises ([RDC_13](#)) ([RDC_15](#)). Les forces armées congolaises, qui ont connu une nouvelle défection d'un colonel au Sud Kivu ([RDC_5](#)), annonçaient aussi une offensive, qui ne fut pas confirmée, dans le territoire de Masisi qui n'avait plus aucune protection militaire et qui est en proie à une insécurité dramatique du fait des exactions commises par les bandes armées (Maï-Maï Cheka, APCLS, etc.) ([RDC_18](#)) ([RDC_19](#)).

Aux alentours du 28 novembre, le chef des opérations de maintien de la paix à l'ONU annonçait que les mutins commençaient à évacuer Goma ([RDC_20](#)), retrait qui aurait du avoir lieu le 26, tandis qu'un colonel du M23 évoquait la date du 29 pour un retrait gradué qui commencerait par le territoire de Masisi pour s'achever par Goma ([RDC_22](#)). Le jour même toutefois, le porte-parole militaire du M23 évoquait la date du lendemain pour le début du retrait, retrait qui devrait être observé par les chefs d'Etat-major des pays des Grands Lacs : certains témoins locaux, qui constataient la présence de nombreux mutins dans la ville, restaient sceptiques sur l'effectivité de ce retrait et sur la suite ([RDC_22_1](#)). Le jour du départ prévu des mutins, près de 300 policiers sont arrivés à Goma pour assurer la protection de la ville, les FARDC devant se redéployer le lendemain dans la ville et à l'aéroport ([RDC_22_2](#)).

Su le plan politique, les membres de l'opposition au Parlement divergent sur la question des négociations avec le M23 : un député de l'Assemblée nationale, où une interpellation du gouvernement a été rejetée, les estime « inadmissibles » ([RDC_23](#)). Par contre, onze sénateurs de l'opposition appellent à des « négociations républicaines » ([RDC_24](#)). Par ailleurs, le parti du fils de Mobutu, l'UDEMO, demande la démission du président Kabila suite à son « incapacité » à diriger le pays en ce temps de crise ([RDC_24_2](#)). En définitive, la majorité parlementaire à l'Assemblée nationale a refusé le débat, tandis que le Premier ministre rassurait les députés quant à la capacité des FARDC à défendre le pays et que le ministre des Affaires étrangères estimait que le gouvernement avait respecté tous les accords passés en mars 2009 ([RDC_24_1](#)).

Sur le plan diplomatique, on note des inflexions différentes, voire contradictoires. Si la Haute Représentante aux relations extérieures de l'UE, Catherine Ashton, salue la rencontre entre Kabila et Kagame à Kampala comme un « fait important » ([RDC_27](#)), le Secrétaire général des N.U. exige que le M23 quitte non seulement Goma, mais dépose les armes ([RDC_31](#)), alors que l'Union africaine plaide pour une force neutre qui n'a

pas encore commencé à se matérialiser ([RDC_34](#)). Du côté américain, où l'on est resté silencieux jusqu'ici et où un analyste rend compte de la position très ambiguë de l'ambassadrice des Etats-Unis aux N.U., Susan Rice, un émissaire américain va se joindre à des homologues britannique et français pour tenter de désamorcer la crise ([RDC_35](#)), tandis que la cheffe du Département d'Etat, Hillary Clinton, condamne tout soutien extérieur au M23 sans nommer le Rwanda ([RDC_39](#)). À Bruxelles, où une nouvelle manifestation contre le président Kabila a eu lieu ([RDC_30](#)), le ministre des Affaires étrangères, recevant une délégation de femmes de la diaspora congolaise, s'est déclaré favorable à des sanctions contre le M23, à un renforcement des effectifs de la MONUSCO et à une révision de son mandat pour la rendre plus offensive. Selon lui, les sanctions éventuelles contre le Rwanda relèvent du Conseil de Sécurité ([RDC_37](#)). En ce qui concerne la MONUSCO, celle-ci a pu évacuer de Goma 22 avocats menacés de mort, mais pas leur famille : elle n'a toutefois pas apporté de précisions sur la protection locale des personnes menacées ([RDC_11](#)), le chef de la police des casques bleus s'étant engagé à veiller « avec détermination » à la protection de la société civile ([RDC_7](#)). Par ailleurs, on annonce que la MONUSCO pourrait utiliser des drones français et américains, mais cette utilisation sera controversée par certains pays : elle compte aussi renforcer ses effectifs qui seraient portés à 19.500 hommes au lieu de 17.000 actuellement ([RDC_2](#)). De son côté, le Représentant du Secrétaire général des N.U., Roger Meece, s'est élevé contre les accusations lancées contre la MONUSCO qui n'est pas, selon ses dires, une force armée, mais une force de paix, alors qu'une analyse fait état de la banqueroute de la politique militaire internationale dans un cas comme celui de la RDC et que le chef d'Etat major de la force a déclaré avoir utilisé des armes pour empêcher la chute de Goma ([RDC_36](#)). Du côté du Conseil de Sécurité, ses membres ont réitéré non seulement l'embargo sur les armes à tous les groupes rebelles et donc aussi au M23, mais ont renouvelé les sanctions à l'encontre du principal dirigeant des mutins avec lequel les autorités congolaises sont pourtant censées négocier en vertu du dernier accord de la CIRGL à Kampala ([RDC_38](#)) ([RDC_39](#)) ([RDC_40](#)).

Du côté du Rwanda enfin, l'armée affirme que des combats ont eu lieu dans la préfecture de Gisenyi avec les FDLR venus de l'est de la RDC, une information qui est contestée par certains observateurs ([RWA_1](#)). Par ailleurs, un journal britannique et la BBC livrent des interviews de militaires rwandais et de rebelles congolais sur le soutien effectif du Rwanda au M23 ([RWA_2](#)), tandis qu'un opposant à Kagame, qui a quitté son pays depuis deux ans, affirme que la Grande-Bretagne finance non pas le Rwanda, mais son dictateur. De son côté, l'ancien Premier ministre Tony Blair, qui a toujours été un proche du président Kagame, déclare que le

Rwanda ne doit pas souffrir des « jeux politiques » auxquels se livrent la RDC ([RWA_3](#)), alors que, dans le même temps, la ministre du Développement décidait de ne pas verser la prochaine tranche d'appui budgétaire du fait des présomptions d'appui au M23 qui pèsent sur le Rwanda ([RWA_4](#)).

Sur le plan de la justice, le procès en appel concernant l'assassinat de Floribert Chebeya a été interrompu une nouvelle fois, les parties civiles demandant que les accusés en fuite puissent comparaître ([RDC_26](#)).

RDC

Sécurité, Armée...

([RDC_1](#)) Radio Okapi – 23/11

Le président Joseph Kabila a nommé ce vendredi 23 novembre le général Olenga chef d'Etat major des forces terrestres intérimaire de la RDC en remplacement du général Amisi dit Tango Four suspendu la veille.

Le général Amisi est accusé par un rapport des Nations unies de vendre des armes à des groupes armés actifs dans l'Est de la RDC.

Lire aussi sous :

<http://congosiasa.blogspot.be/2012/11/who-is-general-francois-olenga.html>

([RDC_2](#)) AFP – 23/11

Les Nations unies envisagent d'utiliser pour la première fois des drones pour surveiller l'est de la RDC ont indiqué des diplomates.

Des responsables des opérations de maintien de la paix de l'ONU ont pris contact avec les gouvernements congolais et rwandais à propos de cette initiative délicate, qui pourrait créer un précédent et inquiéter certains pays membres, selon ces diplomates.

L'ONU cherche des moyens de renforcer sa mission, la Monusco. Les Nations unies "examinent toute une série de mesures pour renforcer les capacités de la Monusco afin de protéger les civils des groupes armés présents dans cette vaste zone de l'est de la RDC", a expliqué un porte-parole du département de maintien de la paix de l'ONU, Kieran Dwyer, à l'AFP. "Utiliser des aéronefs non armés, des drones, pour surveiller les mouvements de ces groupes est un des outils que nous envisageons", a-t-il ajouté. "Bien sûr, nous le ferions avec prudence, en totale coopération avec le gouvernement congolais, et en choisissant les moyens de surveillance les plus efficaces pour aider à appliquer notre mandat de protection des civils", a-t-il assuré. Mais "pour mettre en oeuvre ces outils, nous aurons besoin du soutien de certains Etats membres", a-t-il précisé.

L'ONU envisage aussi d'augmenter l'effectif de la Monusco - actuellement de 17.000 hommes mais qui peut être porté à 19.500 hommes - et de la redéployer en RDC. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, doit présenter bientôt des propositions en ce sens au Conseil de sécurité.

"L'ONU a contacté plusieurs pays, dont les Etats-Unis et la France, pour leur demander de lui fournir des drones qui pourraient jouer un rôle important dans la surveillance des frontières" de la RDC, a indiqué un diplomate à l'ONU sous le couvert de l'anonymat. "Il est évident cependant qu'il aura des implications politiques" dans ce dossier, a-t-il ajouté. "C'est un sujet controversé, les pays ne sont pas tous d'accord là-dessus", a souligné pour sa part le premier conseiller à la mission du Rwanda auprès de l'ONU, Olivier Nduhungirehe.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/23/lonu-envisage-dutiliser-des-drones-pour-surveiller-les-frontieres-de-la-rdc/>

(RDC_2_1) Radio Okapi – 29/11

Le commandant de la 9ème région militaire des Forces armées de la RDC (FARDC), le général Jean-Claude Kifwa, a fait part mercredi 28 novembre de sa surprise d'avoir été cité dans le rapport final du groupe d'experts du comité des sanctions du Conseil de sécurité de l'Onu sur la RDC. Ce rapport affirme que plusieurs officiers de l'armée sont impliqués dans la vente d'armes aux groupes armés en RDC. Le général Kifwa rejette ces accusations, accusant ces experts de « faire de l'amalgame » dans le discréditer.

Au cours d'un point de presse tenu à l'Etat-major de la 9ème région militaire, le général de brigade Jean-Claude Kifwa a affirmé être prêt à répondre de ces accusations devant la justice.

« Je porte un démenti catégorique et j'affirme avec véhémence que toutes ces allégations sont sans fondement. Comment allez-vous croire que le commandant-région qui dirige les opérations contre ces mêmes groupes et que lui-même soit aussi un collaborateur de ces bandits de grand chemin », s'est-il défendu.

Pour lui, ce rapport contient «des incohérences ainsi qu'une confusion totale». « Moi je pense qu'il y a une confusion totale dans ce rapport parce qu'il est écrit quelque part que Paul Sadala Morgan est un braconnier opérant sur les territoires de Mambassa, Lubero et Bafwasende, dans la Province orientale, alors que Lubero n'est pas un territoire de la Province Orientale », a-t-il expliqué.

Le général Jean-Claude Kifwa nie aussi toute collaboration avec le chef milicien Morgan. « Moi je pense qu'il y a une campagne de diffamation, de discrédit qui risque de compromettre l'exercice de mes fonctions en tant que commandant région militaire », a-t-il déclaré.

Un récent rapport d'experts des Nations unies affirme que plusieurs officiers militaires, dont l'ancien commandant des forces terrestres des FARDC, le général Amisi dit « Tango Four », suspendu depuis, vendait des armes de guerre à des groupes armés actifs en RDC.

- **Kivu**

(RDC_3) AFP – 23/11

L'offensive des rebelles du M23 a marqué le pas vendredi autour de Sake, après l'échec d'une contre-offensive de l'armée ayant poussé des milliers de civils à fuir, à la veille d'un sommet régional à Kampala sur cette crise.

L'avancée du M23, qui a conquis mardi Goma, chef-lieu du Nord-Kivu, puis mercredi la localité de Sake à une trentaine de kilomètres à l'ouest, "a été stoppée jeudi" à moins de 10 km au sud de Sake, après des combats opposant les rebelles à l'armée régulière alliée à un groupe d'une milice locale, a indiqué à l'AFP une source onusienne.

Selon un habitant de Ngumba, localité à 4 km au sud de Sake, les soldats réguliers "ont volé des vaches et des chèvres dans leur fuite" après l'échec de leur contre-offensive et les habitants "ont fui dans toutes les directions".

(RDC_4) Radio Okapi – 24/11

Le porte-parole des Forces armées de la RDC (FARDC), le Colonel Olivier Hamuli, a déclaré, vendredi 23 novembre, que plus de trois milles cinq cents hommes se sont regroupés dans la cité de Minova, à la frontière entre le Nord et le Sud-Kivu. Ces militaires viennent de Sake et d'autres localités tombées entre les mains des rebelles du M23.

Des sources locales affirment que des camions transportant des troupes en renfort venant du Sud-Kivu ont été aperçus le vendredi 23 novembre matin à Nyabibwe, se dirigeant vers Minova. Selon le colonel Hamuli, les forces loyalistes tenteraient de s'organiser pour reconquérir les localités perdues lors des derniers combats contre les rebelles du M23.

Depuis leur offensive lancée le jeudi 15 novembre, ces rebelles occupent Kibumba, Munigi, Goma, Sake et Mushaki.

N.B. Un correspondant dans la région indique que « Dans la localité de Minova et Bweremana à 50km de la Ville de Goma qui est actuellement occupé par les M23, les éléments de l'armée Nationale battue par les rebelles commettent des violations graves de droits de l'homme : la majorité des soldats sont ivre de drogue et alcool, des attaques contre les civils, pillages des maisons, viols des femmes, réquisition des civils pour transport des munitions ont lieu dans la zone de vulnérabilité où se déroule le combat. »

Lire aussi sous :

http://www.nytimes.com/2012/11/26/world/africa/as-rebels-gain-congo-again-slips-into-chaos.html?pagewanted=2&_r=0&nl=todaysheadlines&emc=edit_th_20121126

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/26/sud-kivu-le-nouveau-commandant-des-forces-terrestres-appelle-les-fardc-la-discipline/>

(RDC_5) Radio Okapi – 24/11

Le colonel Albert Kahasha dit « Foka Mike » vient à nouveau de faire défection au Sud-Kivu. Il y a une dizaine de jours, il s'était rendu aux responsables des Forces armées de la RDC en présence du gouverneur Marcellin Cishambo et une délégation de députés nationaux élus du Sud-Kivu. Un responsable militaire a confié qu'il s'agit là d'une double trahison de la part de cet officier qu'il traite d'hypocrite.

Quand il s'était rendu aux FARDC en compagnie de plusieurs chefs miliciens des Raïa Mutomboki et des Nyatura le 13 novembre dernier, le colonel dissident avait promis que ses hommes restés dans la brousse allaient bientôt rejoindre l'armée.

Les responsables de la 10ème région militaire avaient annoncé que ces hommes vont être regroupés dans un site qui sera « prochainement aménagé ». Marcellin Cishambo s'était réjoui de cette nouvelle, affirmant que cette reddition présage un retour à la paix dans la province. « C'est plus qu'un sentiment de joie qui m'anime », avait-il confié.

Le Colonel Albert Kahasha était le commandant du 808ème régiment des FARDC déployé à Oïcha au Nord-Kivu avant de désertre les rangs de l'armée régulière au mois de janvier dernier avec plusieurs de ses hommes. Il avait emporté des armes et des munitions.

(RDC_6) AFP – 24/11

Le président du mouvement rebelle congolais M23 a déclaré avoir rencontré samedi à Kampala le président de la RDC Joseph Kabila "pour des négociations directes" dont les modalités sont à définir. "Des négociations directes sont prévues entre nous (le M23) et Kabila, et demain (dimanche) nous allons discuter de tout ça. Demain on va parler sur les modalités de ces négociations et sur les points" qui seront à l'ordre du jour, a déclaré Jean-Marie Runiga.

Interrogé sur l'ultimatum de 48H00 laissé au M23 pour quitter Goma, le chef rebelle a déclaré ne pas en avoir été officiellement informé. Cependant, il a souligné que "se retirer de Goma ne peut être que le fruit de ces négociations" entre son mouvement et le président Kabila. Considérer le retrait de Goma comme "préalable" aux négociations, "ce serait ne pas chercher à vouloir régler le problème du Congo", a-t-il estimé, avant d'avertir que le M23 se défendra en cas d'attaque de l'armée congolaise sur ses positions.

D'après lui, les pourparlers devraient concerner les accords de paix du 23 mars 2009: le M23 demande leur pleine application, mais Kinshasa affirme avoir rempli sa part du contrat. La rébellion veut également "parler d'autres questions de fond qui concernent la vie nationale".

(RDC_7) Radio Okapi – 24/11

Le chef de la police de la Monusco, général Abdallah Wafy, a déclaré ce samedi 24 novembre que la mission onusienne est déterminée à veiller sur la sécurité de la population civile de Goma, malgré l'occupation de cette ville par la rébellion du M23 depuis mardi dernier.

Le général Abdallah Wafy a promis que les Nations Unies allait continuer à protéger les civils autour des bases de la Monusco et dans les camps de déplacés. Il est en visite à Goma en compagnie d'autres responsables de la mission onusienne et des agences des Nations Unies venue de Kinshasa.

(RDC_8) Radio Okapi – 24/11

La rébellion n'abandonnera pas la ville de Goma sur la seule promesse d'une ouverture de discussions avec le gouvernement. Le chef politique du M23, Jean-Marie Runiga l'a déclaré samedi 24 novembre à radio France internationale (RFI) à partir de Kampala en Ouganda, où il se trouve. Le M23 réclame un dialogue inclusif avec différentes couches de la population

dont l'opposition et la société civile. De son côté, la Société civile du Nord-Kivu se dit déçue des résolutions issues du sommet des chefs d'Etats de la conférence internationale sur la Région des Grands Lacs(CIRGL). Le vice-président et porte-parole de La Société civile du Nord-Kivu, Omar Kavota a affirmé que ces résolutions légitiment le M23.

Le M23 réclame un dialogue inclusif avec la société civile congolaise, l'opposition et la diaspora sur tous les sujets qui concernent la vie publique notamment la démocratie et la gouvernance. Le chef politique du M23, Jean-Marie Runiga l'a déclaré à RFI à partir de Kampala. Pour lui, le retrait du M23 de Goma doit être le résultat de ces négociations.

Les réactions sur les résolutions du sommet de chefs d'Etats de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs divergent. La société civile du Nord-Kivu se dit déçue. Le vice-président et porte-parole de la société civile du Nord-Kivu, Omar Kavota, a qualifié de trahison le fait que ces résolutions légitiment le M23, et que le président de la République, Joseph Kabila et son gouvernement acceptent de discuter avec le M23.

Omar Kavota estime que ces résolutions foulent aux pieds toutes les autres qui ont été prises avant : « Le M23 devait se retirer de ses positions d'aujourd'hui jusqu'à 20 kilomètres, ce n'est même pas à Kibumba; donc la menace va continuer à peser sur les populations de Goma. Les FARDC et la population du Kivu ont tous été trahis par le commandement de l'armée et par le pouvoir de Kinshasa, et le résultat est l'avancée du M23 ».

(RDC_9) AFP – 25/11

Le gouvernement de la RDC a affirmé qu'il était "impératif" que les rebelles du M23 se retirent de la ville de Goma, dans l'est du pays, avant qu'il y ait des négociations avec eux, a déclaré dimanche son porte-parole. Le retrait de Goma des rebelles "est un impératif, tout à fait majeur et incontournable", a déclaré Lambert Mende, interrogé pour savoir si des négociations avec le gouvernement débuteraient avant que le M23 ne quitte la capitale du Nord-Kivu qu'il a prise mardi.

Le chef de l'Etat congolais Joseph Kabila, revenu à Kinshasa dimanche en début d'après-midi en provenance de Kampala, "n'a rencontré personne de la rébellion" du M23 dimanche dans la capitale ougandaise où il a participé samedi à un sommet régional sur la crise en RDC, a indiqué une source à la présidence.

En marge de ce sommet, M. Kabila avait rencontré pour la première fois le chef politique du Mouvement du 23 mars (M23), Jean-Marie Runiga, en présence du président ougandais Yoweri Museveni. M. Runiga avait indiqué que d'autres pourparlers étaient prévus dimanche avec M. Kabila.

Lire aussi sous :

<http://www.reuters.com/article/2012/11/25/congo-democratic-idUSL5E8MP0K920121125>
<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20121126.AFP6025/rdc-activite-normale-a-goma-toujours-occupee-par-les-rebelles-du-m23.html>

(RDC_10) AFP – 25/11

Le nouveau chef de l'armée de Terre en RDC a procédé à une inspection des troupes, dimanche, au sud de Sake, localité tenue pas les rebelles du M23 dans l'est du pays, a indiqué

à l'AFP un porte-parole de l'armée.

Le général Olenga s'est notamment rendu à Minova, à une vingtaine de kilomètres au sud de Sake, tenue depuis mercredi par la rébellion. Il a procédé à "une inspection des services" et "des prises de contact avec les commandants sur le terrain", a déclaré le colonel Olivier Hamuli, porte-parole de l'armée. "Il n'y a pas eu de combat dans les dernières 48 heures, donc on est là. C'est le statu quo pour l'instant", a déclaré le porte-parole, interrogé au sujet d'une éventuelle réorganisation des troupes.

(RDC_11) Radio Okapi – 26/11

La Monusco a évacué de Goma vingt-deux magistrats qui se disent victimes de menaces de mort de la part des rebelles du M23. Ces magistrats sont arrivés à Kinshasa le dimanche 25 novembre. « Nous avons commencé à subir des attaques et des messages de menace de mort », explique Michel Magasani, un des magistrats évacués. « On a été accueilli dans une base de la Monusco. On y est resté pendant trois jours et nous avons été évacués à Bukavu toujours par la Monusco. De là, on a été amené à Kinshasa », raconte le juge.

Michel Magasani raconte comment un de ses collègues a récemment échappé à la mort à Goma : « Il a rencontré un groupe de rebelles du M23 qui l'ont mis à genou. Un des rebelles lui a dit en braquant sur lui une arme: tu m'as condamné à 12 ans de prison et moi je te condamne à la mort. Le magistrat s'est échappé après une dispute entre rebelles ».

D'autres magistrats auraient reçu des messages des menaces sur leurs téléphones.

Michel Magasani indique que les familles des magistrats évacués sont restées à Goma. « Il n'y avait pas moyen de partir avec nos familles », regrette-t-il. Interrogé à ce sujet, le procureur général de la République a affirmé que ces juges vont rester à Kinshasa jusqu'au retour de la paix dans leur ville.

De son côté, le chef de police de la Monusco, le général Abdallah Wafi, qui a conduit cette évacuation affirme que la Mission onusienne a estimé que les magistrats, compte tenu de leur fonction, étaient « des cibles privilégiées » du M23. L'évacuation s'est faite dans des conditions difficiles, a-t-il dit. « Nous n'avons qu'un seul hélicoptère qui évacue aussi bien certains personnels civils de la Monusco que ces magistrats », explique-t-il.

Le général Abdallah Wafi assure qu'en dehors des magistrats, il y a aussi des officiels notamment les membres du gouvernement et de l'assemblée provinciale ainsi que des éléments des FARDC et de la police qui ont manifesté le désir d'être évacués de Goma.

L'officier onusien demande qu'une assistance leur soit accordée, expliquant que ces juges ont laissé tous leurs biens à Goma. « Ils ont servi la République et ils méritent aussi de la république l'assistance nécessaire », plaide-t-il.

(RDC_12) AFP – 26/11

Le chef militaire de la rébellion congolaise du M23, Sultani Makenga, affirme que "le M23 pourrait accepter de quitter Goma" mais rejette l'exigence du sommet de Kampala donnant aux rebelles jusqu'à mardi pour se retirer, dans un entretien à l'hebdomadaire Jeune Afrique.

"Quitter Goma n'est pas un problème. Au départ, nous ne voulions même pas prendre la ville. Nous sommes ici parce que le gouvernement nous a cherchés. Si c'est ce qui peut amener la paix au Congo, le M23 pourrait accepter de quitter Goma", déclare le général Makenga, dans cet entretien exclusif réalisé dimanche à Goma.

Dans une interview publiée lundi par le quotidien français Le Figaro, le chef politique du M23, Jean-Marie Runiga, a toutefois démenti toute intention de quitter Goma avant l'ouverture de négociations. "Nous ne quitterons pas Goma. Au contraire, nous allons restaurer la sécurité et l'autorité sur la ville et sa région. Nous ne lâchons rien et nous attendons de voir si Joseph Kabila entend nos revendications", a-t-il déclaré.

Lire les interviews sous :

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20121126110456/#.ULNrS6Iz08M.facebook>

<http://www.lefigaro.fr/international/2012/11/25/01003-20121125ARTFIG00173-jean-marie-runiga-nous-ne-quitterons-pas-goma.php>

(RDC_13) Radio Okapi – 26/11

Les rebelles du M23 n'ont pas encore quitté la ville de Goma ce lundi 26 novembre malgré l'ultimatum de 48 heures que leur avaient lancé samedi dernier les chefs d'Etat de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs réunis en sommet à Kampala. Le colonel Vianney Kazarama, porte-parole militaire de cette rébellion, dit craindre pour la sécurité de la population civile si le M23 se retirait de la ville. Samedi, les chefs d'Etat des Grands Lacs avaient exigé au M23 de se retirer de 20 km de Goma d'ici 48 heures et demandé au gouvernement congolais d' « écouter, examiner et répondre aux revendications légitimes du M23 ».

Vianney Kazarama a évoqué lundi la présence des miliciens Maï-Maï et des rebelles des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) qui, selon lui, insécurisent les habitants. Les rebelles du M23 étaient encore visibles lundi dans la matinée dans les rues de Goma et dans certains lieux stratégiques comme les banques.

Les domiciles de certains officiers des Forces armées de la RDC (FARDC) sont toujours occupés par les dignitaires du M23, affirment des témoins. Mais Vianney Kazarama affirme que seuls, l'administration du M23, la police de ce mouvement ainsi que son Etat-major sont encore présents dans la ville. Selon lui, le gros des troupes du M23 se trouve à Mushaki, à plus de 30 km au Sud-Ouest de Goma, et vers Munigi, à 10 km au Nord de la ville.

Commentant l'ultimatum de la CIRGL aux rebelles du M23, le ministre congolais des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda a indiqué que le gouvernement ne doute pas de la concrétisation du plan transmis aux responsables du M23. « Les chefs d'Etat sont encadrés par leurs ministres de la Défense et les chefs d'Etat-major de leurs armées respectives. Ils ont donné ce délai, et le président en exercice de la CIRGL est en contact avec les uns et les autres y compris le leadership politique du M23. Je pense que toute considération faite, ils ont estimé que ce délai était raisonnable ».

Concernant la demande du M23 d'ouvrir des négociations directes avec le président Kabila avant tout retrait de Goma, Raymond Tshibanda a déclaré : « Le M23, vous le savez, exige des négociations ouvertes avec le chef de l'Etat, des négociations qui devront s'ouvrir à la

société civile, à la diaspora ainsi qu'aux forces politiques de l'opposition. Est-ce un début de blocage ? Sans doute, personne ne prétend qu'il n'y aura pas de blocage, mais le blocage est là pour être géré ».

À Goma où les activités reprennent peu à peu, des habitants ne croient pas au retrait facile du M23. « Nous ne voyons pas comment ces rebelles peuvent se retirer si facilement tant que les négociations avec le gouvernement ne sont pas encore entamées », estime un habitant.

Ce lundi, les rebelles du M23 ont ordonné la réouverture de la succursale de la Banque centrale du Congo (BCC). Les responsables des banques privées, réunis la veille par les responsables de la rébellion, ont fait savoir qu'ils ne pouvaient reprendre du service que sur autorisation de la BCC. Ils ont également conditionné cette reprise par les garanties sécuritaires et la fourniture en courant électrique. Le petit commerce et d'autres activités socio-économiques reprennent également.

La Direction générale des douanes et accises (DGDA) et la Direction générale de migration (DGM) fonctionnent déjà au niveau de la grande barrière, à la frontière rwandaise. Mais beaucoup d'entreprises n'ont toujours pas repris du service.

Sur le chemin de l'école, peu d'élèves étaient visibles lundi matin. Des responsables d'écoles contactés parlent d'un élève sur dix qui s'est présenté. Cette faible affluence s'expliquerait notamment par la situation sécuritaire et le déplacement des populations ayant fui les combats.

Lire aussi sous :

<http://www.irinnews.org/Report/96913/DRC-Growing-humanitarian-needs-in-Goma>

(RDC_14) AFP – 26/11

L'armée a abandonné 24 containers d'armes et de munitions lorsqu'elle a fui Goma., a déclaré lundi un porte-parole de la rébellion. "Cet arsenal d'armes et munitions a été abandonné (...) après la débandade des FARDC (Forces armées congolaises) lors de la prise" de la capitale de la province du Nord-Kivu, a affirmé à l'AFP le colonel Vianney Kazarama, porte-parole du M23.

Ces armes sont stockées à l'aéroport et au port de Goma, ainsi qu'au camp militaire de Katindo, a-t-il précisé. Selon lui, l'armée a notamment laissé trois canons d'une portée de 80 kilomètres et quatre lance-roquettes multiples (LRM) dont les projectiles peuvent être lancés à une distance de 120 kilomètres. "On s'interroge sur les objectifs du gouvernement de (Joseph) Kabila", le président de la RDC, a expliqué le porte-parole. "C'est le genre d'armes utilisées pour engager une guerre contre un pays, pas pour chasser un simple groupe d'hommes armés qui revendiquent leurs droits", a-t-il estimé.

(RDC_15) Radio Okapi – 27/11

« Si les rebelles du M23 ne respectent pas le délai fixé par le sommet de Kampala pour leur retrait de Goma, nous allons faire notre travail et restaurer l'autorité de l'Etat », a déclaré, lundi 26 novembre à l'AFP, le nouveau chef des forces terrestres congolaises, le général François Olenga. L'ultimatum lancé par les chefs d'Etat des Grands lacs au M23 pour se retirer de la ville de Goma a expiré le lundi à minuit sans que le mouvement rebelle n'effectue

le moindre retrait. Le général François Olenga a affirmé que les Congolais « sont fatigués des guerres d'agression ». « Toute la population congolaise est contre l'agression. Cela nous suffit et nous donne le moral pour contre-attaquer », a-t-il ajouté.

Le nouveau chef des forces terrestres congolaises a passé deux jours à Minova, localité située à environ quarante kilomètres au sud-ouest de Goma où sont concentrées des militaires congolais délogés des localités occupées par le M23 depuis l'offensive du jeudi 15 novembre.

Plusieurs cas de pillages et de vols sont enregistrés dans plusieurs quartiers de la ville Goma depuis son occupation par les rebelles du M23. Des témoins rapportent que ce serait surtout des maisons des personnalités qui ont fui la ville et des bureaux des institutions provinciales qui sont visés. Les mêmes sources attribuent ces actes à des hommes en armes habillés en tenue militaire.

Parmi les bureaux pillés, il y a notamment celui du bureau provincial de l'assemblée provinciale. Des habitations des ministres, des autorités militaires et même des particuliers ont également été pillés. Au quartier Carmel, les habitants affirment qu'une école appartenant au colonel Bindu des FARDC et son domicile sont occupés par les rebelles. À Katindo, Ndosho et Himbi, plusieurs cas de vols et de pillages ont également été enregistrés. Des hommes armés ont vidé un dépôt de boissons appartenant à une dame à Himbi 2. Plus de cent cinquante caisses de bières auraient été emportées. La propriétaire indique cependant qu'elle a réussi à récupérer une quarantaine de caisses grâce à l'intervention de la police du M23.

Lire aussi sous :

<http://www.rfi.fr/afrique/20121127-rdc-m23-reste-goma-armee-prete-assaut>

<http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2012/11/26/goma-fait-la-morte-face-aux-rebelles/>

http://www.romandie.com/news/n/_ALERTE_Kinshasa_accuse_le_M23_de_piller_Goma_et_d_emporter_son_butin_au_Rwanda45281120121341.asp

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/28/rdc-le-gouvernement-accuse-le-m23-dactes-de-pillages-goma/>

<http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2012/11/28/les-rebelles-ont-reussi-a-vider-la-banque-centrale/>

(RDC_16) AFP – 27/11

Les rebelles congolais du M23, qui combattent l'armée de RDC dans la province minière du Nord-Kivu, ont accepté de se retirer de la capitale de la province, Goma, a affirmé mardi l'un de leurs responsables, sans préciser à quelle date.

Interrogé par l'AFP sur un accord conclu dans la capitale ougandaise Kampala entre la rébellion et la médiation des pays des Grands Lacs menée par l'Ouganda, sur un retrait de Goma, le colonel Antoine Manzi a répondu : "C'est vrai". "Ils nous ont demandé de nous retirer de Goma pour commencer les négociations avec le gouvernement, " a-t-il poursuivi.

Un peu avant lui, le ministre ougandais des Affaires étrangères, Sam Kutesa, avait aussi affirmé à l'AFP que les rebelles avaient accepté de quitter la capitale du Nord-Kivu, qu'ils ont prise le 20 novembre. Lui non plus n'a pas donné d'indication temporelle.

L'accord pour un retrait de Goma serait cependant intervenu avant une incursion, tôt mardi matin, en territoire rwandais, de rebelles hutus rwandais des Forces démocratiques de

libération du Rwanda (FDLR), venus de RDC où ils sont basés. Cette incursion, dénoncée par l'armée rwandaise et non confirmée d'autre source à ce stade, aurait donné lieu à des combats avec des soldats rwandais.

(De son côté), Le président du M23 Jean-Marie Runiga a déclaré mardi que son mouvement rebelle quittera "très vite" la ville de Goma, si Kinshasa répond à ses revendications, lors d'une conférence de presse à Goma. "Avant le retrait" de Goma, le M23 demande notamment au gouvernement congolais une enquête sur la tentative d'assassinat d'un médecin au Sud-Kivu, d'accorder la liberté de mouvement de l'opposant Etienne Tshisekedi, la dissolution de la Commission électorale congolaise, a déclaré Jean-Marie Runiga, chef politique de la rébellion. "S'il le fait", le M23 "fera très vite" son retrait de Goma, a ajouté le président du mouvement.

Lire aussi sous :

<http://www.reuters.com/article/2012/11/27/congodemocratic-idUSL5E8MR1OD20121127>
<http://www.bbc.co.uk/news/world-20506995>

(RDC_17) AFP – 27/11

Les rebelles congolais du M23 se sont engagés à un retrait total et sans condition de Goma d'ici à jeudi midi, a affirmé mardi le chef d'état-major ougandais, Aronda Nyakairima. Selon lui, les rebelles ont accepté d'amorcer leur retrait de Goma ce mardi à midi. "Ce retrait sera achevé en 48 heures, " a-t-il dit à la presse. Il a précisé que, conformément à un accord scellé samedi par les pays d'Afrique des Grands Lacs pour trouver une issue à la crise dans l'est de la RDC, le M23 conserverait 100 hommes à l'aéroport de Goma.

(De son côté), le chef militaire des rebelles du M23, le général Sultani Makenga, a déclaré mardi que ses troupes auront quitté d'ici vendredi Goma qu'elles occupent depuis une semaine, pour se conformer à une décision des Etats de la région. "Demain ou après-demain (...) au plus tard dans trois jours, on va quitter Goma (...) On nous avait demandé de nous retirer à 20 km et nous allons le faire, il n'y a pas de problème", a déclaré à l'AFP le général Makenga, en référence au sommet de Kampala où les présidents de la région avaient demandé samedi au M23 de se retirer à 20 km au nord de Goma.

Le chef militaire du M23 a affirmé que des munitions, des vivres et des médicaments de la rébellion ont été transférés dans la journée vers le nord de Goma qu'ils doivent quitter d'ici jeudi. "Nous commençons à transférer notre logistique ici à Goma vers le (territoire de) Rutshuru", a déclaré le "général" Sultani Makenga. "On a emprunté des camions aux civils pour transporter notre logistique - munitions, nourriture, médicaments... - pour garder la souplesse de nos unités", a-t-il ajouté, sans préciser le nombre de camions utilisés pour regagner le Rutshuru, où les positions du M23 sont adossées au Rwanda et à l'Ouganda.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/27/rdc-le-m23-conditionne-son-retrait-de-goma-par-letablissement-dun-calendrier-de-negociations-2/>
http://www.romandie.com/news/n/_RDC_reunion_des_chefs_d_etat_major_des_Grands_Lacs_vendredi_a_Goma_48271120121420.asp

(RDC_18) IRIN – 27/11

As Masisi, a lush territory in eastern Democratic Republic of Congo (DRC), finds itself surrounded by military elements and mounting conflict, humanitarian agencies grow increasingly concerned about its civilian population.

Masisi is a transit corridor for everything from minerals to arms, and it is a former stronghold of CNDP. Currently under government control, it is also home to the Alliance of Patriots for a Free and Sovereign Congo (APCLS), an armed group now allied with FARDC, the national army.

Northwest of Masisi town is the unpredictable Raïa Mutomboki, an anti-Rwandaphone Maï-Maï, or rebel, group now allied with M23. To the northeast is Maï-Maï Cheka, which is known for beheadings and is said to be engaging with M23. To the south, in Minova, is FARDC, which is also known for rights abuses.

"It's a terrible road, huge insecurity, tons of militia, hundreds of existing camps - already it's a catastrophe," said Tariq Riebl, humanitarian coordinator for the NGO Oxfam. Five camps for internally displaced people northeast of Masisi's Mushaki Village have emptied out so far - at least one due to pillaging by Raia Mutomboki - leaving 50,000 people pre-emptively on the move. Many of those who fled Masisi have arrived at Mugunga I and Lac Vert camps just outside Goma. "Insecurity is hampering aid efforts, with ongoing fighting and attacks preventing aid workers from reaching some areas for prolonged periods of time," said a 26 November Oxfam statement.

On 14 November, the Jesuit Refugee Service (JRS) issued a public statement calling for MONUSCO, the UN peacekeeping force in DRC, and the army to urgently intervene to stop "Congo's forgotten conflict" in Masisi. The organization documented at least 18 tit-for-tat killings and the burning of displacement camps and villages, some despite "the presence of a MONUSCO base less than a kilometer away".

In putting down the M23 rebellion in Rutshuru - another North Kivu territory - that has been gathering pace since May, the government army left areas of Masisi District unprotected and rebel groups moved in. "This has caused an unjustifiable lack of protection for the population," said a JRS staff member from Masisi.

Read also under :

<http://www.irinnews.org/fr/Report/96911/RDC-La-population-civile-est-en-danger-%C3%A0-Masisi#.ULcv18XHq3I.facebook>

(RDC_19) Radio Okapi – 27/11

Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont lancé mardi 27 novembre une contre-offensive contre les positions du M23 dans le territoire de Masisi, au Nord-Kivu. Ces informations rapportées par plusieurs sources de la région ne sont pas confirmées par le porte-parole de l'armée congolaise au Nord-Kivu, Olivier Hamuli.

Des sources locales indiquent que les FARDC en provenance de Minova ont attaqué vers 4 heures locales du matin les collines surplombant les localités de Shasha et Karuba. Des tirs à l'arme lourde et légère auraient été entendus dans cette zone.

Les combats se dérouleraient actuellement à Mushaki, importante agglomération de Masisi

occupée par le M23 depuis la semaine passée. Ces combats ont repris le jour même de l'annonce du chef du M23 qui a conditionné le retrait de son mouvement de la ville de Goma par l'obtention d'un cessez-le-feu et l'établissement d'un calendrier pour les négociations.

Par ailleurs, les rebelles du M23 ont érigé une barrière à Mugunga sur la route Goma-Saké où ils exigent 10 dollars américains au véhicule à destination ou en provenance de Minova, au Sud-Kivu. Selon plusieurs témoignages, les commerçants qui empruntent ce tronçon routier sont contraints de payer 5 dollars américains. Les propriétaires de gros camions transportant des produits agricoles déboursent 350 dollars américains pour comme droit de passage. Une dizaine de véhicules stationneraient actuellement devant cette barrière, faute d'argent.

(RDC_20) AFP – 28/11

Le chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU, Hervé Ladsous, a fait état mardi soir "d'indications selon lesquelles des éléments du M23 commencent à se retirer de Goma.

"Cela devra être confirmé demain", a-t-il cependant ajouté. Les rebelles congolais du M23 ont accepté mardi de quitter Goma, à l'expiration du délai fixé pour leur retrait de cette ville stratégique qu'ils occupaient depuis une semaine. "L'idée est (pour le M23) de se retirer à 20 kilomètres au nord de Goma", a précisé M. Ladsous à la presse, après des consultations au Conseil de sécurité sur la situation en RDC.

M. Ladsous a annoncé que le principal conseiller militaire de l'ONU, le général Babacar Gaye, allait se rendre mercredi dans la région, y compris au Rwanda, pour régler les modalités militaires après le retrait des rebelles de Goma. Il s'agit, a précisé M. Ladsous, de la situation de l'aéroport de Goma, contrôlé pour l'instant par la Mission de l'ONU en RDC (Monusco), de l'établissement d'une "zone neutre" une fois les rebelles retirés, et "du concept d'une force neutre internationale" pour stabiliser la région.

(Par ailleurs) des habitants de Goma ont confirmé mercredi le départ de camions avec des munitions et des vivres de la rébellion du M23, qui a annoncé son retrait de cette ville stratégique de l'est de la République démocratique du Congo, selon une autorité locale. "Des habitants m'ont dit qu'ils ont vu plusieurs dizaines de camions quitter Goma avec des vivres et des munitions. Selon eux, ils se dirigeaient vers Rutshuru et Rumangabo", où les rebelles tiennent des positions, au nord de Goma, a déclaré mercredi une autorité locale qui a requis l'anonymat.

Dans les rues de la ville, l'activité était normale, les commerces sont ouverts, des motos-taxi circulent comme à l'accoutumée. Quelques rebelles ont été vus à des carrefours, mais leur présence est très discrète comme depuis plusieurs jours, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Lire aussi sous :

<http://tempsreel.nouvelobs.com/topnews/20121128.AFP6297/rdc-la-rebellion-du-m23-amorce-son-retrait-de-goma.html>

<http://www.rtl.be/info/monde/international/962147/rdc-pas-de-mouvements-importants-du-m23-pour-quitter-goma-selon-l-onu>

(RDC_21) Radio Okapi – 28/11

Le Mouvement du 23 mars ne cherche pas à s'attirer la sympathie des Congolais en réclamant des négociations avec le gouvernement incluant l'opposition, la société civile et la diaspora congolaise, a déclaré, mardi 27 novembre, le chef politique de cette rébellion, le pasteur Runiga Lugerero. Il prétend ne plus vouloir « des négociations en secret avec le président Kabila ». « D'abord, je tiens à vous dire qu'aujourd'hui, si nous voulons que l'opposition, la société civile et la diaspora congolaise soient sur la table [de négociation], c'est parce que nous sommes fatigués de faire des négociations en secret avec Kabila. Il ne respecte jamais ses engagements », a-t-il affirmé.

Après la prise de Goma le mardi 20 novembre, le M23 a élargi ses revendications à des questions de démocratie et des droits de l'homme. La rébellion exige notamment l'arrestation du général John Numbi, accusé par certaines ONG d'être le principal responsable de l'assassinat du défenseur des droits de l'homme Floribert Chebeya, la libération « sans condition » des prisonniers politiques, la dissolution de la Ceni et la levée de la privation de mouvement d'Etienne Tshisekedi.

Toutes ces exigences, affirme Jean-Marie Runiga, ne sont pas évoquées dans le simple but de s'attirer la sympathie de la population mais plutôt pour « sortir le pays de la crise de l'Est ». « Que tous les Congolais se mettent autour d'une table dans un format réduit. Qu'on examine toutes les questions pour savoir la vérité. Qu'on examine ces questions de fond et qu'on dise ce qui se passe au pays », a proposé le coordonnateur du M23.

Au cours d'une conférence de presse mardi 27 novembre à Lubumbashi, le président du parti politique « Patriotes Kabilistes, Mwenze Kongolo », a également appelé le gouvernement congolais ainsi que toutes les forces vives du pays « à se mettre autour d'une table avec les éléments du M23 pour négocier ». Pour lui, les négociations sont, pour l'heure, « l'unique issue pouvant amener la paix dans la partie Est du pays », en proie à l'insécurité.

De son côté, Me Jean Mbuyu, cadre du PPRD, le parti présidentiel, qualifie les nouvelles revendications du M23 d'amalgame. « Ils sont partis de la révisitation des accords signés entre le gouvernement et le CNDP le 23 mars 2009. Il a été convenu à Kampala que c'est cet accord qu'il fallait revisiter. Il n'est donc pas question en cours de chemin, de revenir sur ce qui a été convenu en présence de l'Union africaine et certains membres des Nations unies », a-t-il dit.

Lire deux interviews du chef politique du M23 sous :

<http://www.rfi.fr/afrique/20121128-rdc-president-m23-jean-marie-runiga-goma-rdc-fardc-fdlr-kabila>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/29/jean-marie-runiga-le-m23-na-jamais-voulu-faire-la-guerre-pour-defendre-ses-revendications/>

Lire aussi sous :

<http://guinee7.com/guinee-tribune/2068-goma--le-m23-fait-tout-pour-se-rendre-populaire>

(RDC_22) AFP – 29/11

Les troupes de la rébellion congolaise du M23 se retireront graduellement à partir de jeudi des positions de l'est de la RDC conquises ces dernières semaines, le retrait de la capitale régionale Goma même ne devant pas intervenir avant vendredi, a indiqué un cadre militaire du mouvement.

Le territoire du Masisi, où se trouve la ville de Sake, à une trentaine de km à l'ouest de la ville de Goma, devrait d'abord être évacué. Goma viendra ensuite: la ville, capitale de la riche province minière du Nord-Kivu, tombée aux mains du M23 le 20 novembre, se trouve sur le chemin de Sake et des positions initiales de la rébellion plus au nord.

"Nous ne pouvons pas quitter Goma avant d'avoir quitté les autres zones", a expliqué Antoine Manzi, colonel du M23, à l'AFP. "Nous avons rassemblé nos troupes et allons nous diriger vers Sake (...). Nous commencerons à quitter Goma demain", a-t-il ajouté.

L'officier a précisé que le M23 comptait transmettre le contrôle de Goma aux Nations unies. "Nous sommes en train de regrouper les hommes à partir de Masisi jusqu'à Sake", a confirmé le lieutenant-colonel Vianney Kazarama, porte-parole militaire du M23. "On commence par les militaires qui sont derrière la ville de Goma. Après avoir fait partir ceux-là, alors on prendra ceux qui sont à Goma", a-t-il ajouté. Le porte-parole a expliqué que l'opération prendrait du temps. "Ce sont des hommes, ce ne sont pas des colis", a-t-il souligné.

(RDC_22_1) Radio Okapi – 29/11

Le retrait des rebelles du M23 de Goma va finalement débuter vendredi 30 novembre. Le porte-parole de ce mouvement, colonel Vianney Kazarama, qui avait annoncé ce retrait pour ce jeudi 29 novembre, a déclaré au cours d'un meeting que ce report est lié à des « raisons organisationnelles ». Ce retrait répond à une exigence des chefs des Grands lacs qui avaient recommandé à ces mutins de quitter la capitale provinciale du Nord-Kivu lundi 26 novembre à minuit. Mais la rébellion avait estimé que ce délai était trop court.

Vianney Kazarama a indiqué ce jeudi que ce retrait sera progressif. À l'en croire, les troupes en provenance de la localité de Ngungu vont être rassemblés à Sake, à 27 Km à l'Ouest de Goma. Il a promis que les troupes du M23 vont se trouver dès demain à Mugunga, à une dizaine de kilomètres au Nord de Goma, avant d'arriver le dimanche 2 décembre à Munigi d'où ils prendront la direction de Kibumba, leur futur quartier général.

Pour le porte-parole militaire du M23, les troupes ne passeront pas par la ville de Goma pour se replier.

Des sources sur place à Goma rapportent que les rebelles sont encore visibles dans la ville. Certains roulent à bord des 4x4, d'autres sur des motos. D'autres rebelles sont regroupés autour des bâtiments publics notamment la Banque centrale et le bureau des renseignements militaires. Au rond-point Cercle sportif, une dizaine de camions chargés de minutions sont stationnés. Les manutentionnaires qui les ont chargés confient avoir été engagés pour ce travail en prévision du retrait de la rébellion de Goma.

Les avis des habitants de Goma au sujet du retrait du M23 sont partagés. Certains se disent contents tandis que d'autres restent sceptiques. Ceux qui se réjouissent de ce retrait, estiment que les choses pourraient revenir à la normale dans la ville, espérant que le gouvernement va reprendre la gestion des affaires. De leur côté, les sceptiques pensent que ce retrait ne va rien changer à la situation actuelle. «Qu'ils restent ou qu'ils partent, nous sommes en chômage et ça ne va rien changer», commente un habitant qui s'interroge : « Qui dit que ces combattants du M23 ne vont pas tout simplement enlever les tenues militaires pour revenir en ville en tenue civile ? ».

D'autres habitants interrogés craignent que le gouvernement ne soit pas en mesure de gérer, « de manière intelligente », ce retrait en donnant l'occasion aux rebelles de revenir en force. « Ce qui retarderait l'espoir d'un retour de la paix par une voie de négociation », regrette un habitant rencontré au coin d'une rue.

Lire aussi sous :

http://www.romandie.com/news/n/_ALERTE__RDC_les_rebelles_du_M23_quitteront_Sake_vendredi_et_ensuite_Goma_63291120121518.asp

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/30/rdc-le-m23-prevoit-de-rendre-sake-la-monusco-ce-vendredi/>

(RDC_22_2) AFP – 30/11

Près 300 policiers de RDC sont arrivés vendredi matin dans Goma pour sécuriser la ville en prévision du retrait des rebelles du M23, selon une journaliste de l'AFP présente sur place et l'ONU.

La mission des policiers "est de sécuriser la ville de Goma après le retrait des rebelles du M23, " a déclaré à l'AFP un porte-parole de la mission de l'ONU en RDC (Monusco), Manodje Mounoubai. Selon la journaliste de l'AFP à Goma, 278 policiers sont déjà arrivés. Au total, un peu plus de 450 doivent être déployés.

Avant leur arrivée, le mécanisme conjoint de vérification, un mécanisme régional chargé notamment du contrôle de la frontière rwando-congolaise, a "mené des discussions entre le M23 et la police nationale congolaise concernant le redéploiement (de la police) à Goma après le retrait des rebelles", a ajouté le porte-parole de la Monusco.

L'armée régulière va se redéployer samedi à Goma, dans la foulée de centaines de policiers qui ont commencé à arriver vendredi dans cette ville de l'est de la République démocratique du Congo dans la perspective d'un retrait des rebelles du Mouvement du 23 mars (M23).

"Demain (samedi), on va déployer nos unités. Un bataillon sera en ville et une compagnie sera à l'aéroport", actuellement géré par la Mission de l'ONU en RDC (Monusco), a déclaré à l'AFP le général François Olenga, chef de l'armée de terre, sans préciser le nombre exact d'hommes qui seront postés dans la localité. Selon lui, ce redéploiement fait suite au dernier sommet de Kampala, samedi, où les chefs d'Etats de la région des Grands Lacs ont demandé aux rebelles de quitter Goma et de s'en retirer à au moins 20km au nord, soit un retour sur leurs positions initiales.

Vie politique...

(RDC_23) Radio Okapi – 26/11

Le député de l'opposition Jean-Claude Vuemba a jugé, dimanche 25 novembre, « inadmissible » que le pouvoir en place accepte de se mettre autour d'une même table avec le M23 qui occupe Goma depuis le mardi 20 novembre dernier. Pour le président du Mouvement du peuple congolais pour la République (MPCR), le gouvernement ne doit pas négocier avec les rebelles qui ont tué des Congolais dans l'Est de la RDC.

« C'est depuis trop longtemps que l'opposition congolaise demande des négociations avec le pouvoir après les élections de novembre 2011. Or jusqu'à ce jour, on a toujours été saboté. Nous n'avons rien eu en échange. Et voilà que le M23 après avoir fait la guerre à l'Etat se retrouve sur une même table avec le gouvernement congolais pour trouver un accord. Nous ne pouvons pas l'accepter. Faut-il prendre des armes dans ce pays pour être écouté ? », s'est interrogé Jean-Claude Vuemba.

Jean-Claude Vuemba a invité le président de la République à convoquer le congrès pour expliquer aux Congolais « les tenants et les aboutissants » de la guerre que mène le M23. « Il a fallu que le président de la république convoque le congrès pour que nous connaissions les tenants et les aboutissants. Comment expliquer que nous de la représentation nationale nous ne sommes au courant de rien, ni militairement, ni même de ce que le M23 fait vivre à nos compatriotes », a déclaré Jean-Claude Vuemba.

Du côté de la Majorité, le député François Nzekuye, du PPRD, le parti présidentiel, estime que le sommet de Kampala est une avancée diplomatique, ajoutant que le gouvernement ne négocie pas avec le M23 comme certains le pensent mais examine plutôt ses revendications. « Il y a une solution intermédiaire qui demande à ce que le M23 recule jusque vers leurs positions antérieures avant la prise de Goma. C'est une solution provisoire parce qu'il faudrait que le M23 quitte le territoire congolais », a estimé François Nzekuye.

Il a précisé que c'est à la CIRGL de recevoir les doléances du M23 et de les transmettre au gouvernement congolais. « Nous avons dit à Kampala que nous allons examiner les revendications du M23 et d'y répondre dans la mesure du possible. Nous n'avons pas dit que nous allons entamer des négociations directes avec le M23. Les revendications sont transmises aux autorités de la CIRGL qui les transmettront à leur tour au gouvernement de Kinshasa. C'est au gouvernement de voir qu'est-ce qu'il y a de légitime et qu'il n'y a pas de légitime dans tout cela », a déclaré François Nzekuye.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/27/guerre-une-nouvelle-interpellation-du-premier-ministre-rejetee-lassemblee-nationale/>

(RDC_24) AFP – 26/11

Onze sénateurs de l'opposition en RDC ont lancé lundi un appel pour l'ouverture de "négociations républicaines" dans le pays, sous l'égide de l'ONU, de l'Union africaine et de l'Union européenne, six jours après la prise de la ville de Goma par la rébellion du M23.

"Ces négociations que le peuple veut républicaines et inter-congolaises, devraient se tenir sous l'égide des Nations unies, de l'Union africaine et de l'Union européenne", écrivent ces 11 élus, réunis dans un groupe appelé les Partisans de négociations républicaines (PNR).

La liste des participants à ces négociations serait constituée paritairement par les représentants de la majorité présidentielle, de l'opposition, de la société civile et de la diaspora congolaise, souhaitent-ils. Ils suggèrent plusieurs "axes" et "principes" qui devraient être privilégiés dans l'organisation de ces assises, tels que la réorganisation des forces armées, la réforme du système électoral, la concrétisation du fédéralisme et la réforme de la justice.

(RDC_24_1) Radio Okapi – 29/11

Le Premier ministre congolais, Augustin Matata Ponyo, a tenté, mercredi 28 novembre, de rassurer les députés nationaux sur l'efficacité des Forces armées congolaises à défendre le pays. Bien que reconnaissant la situation préoccupante dans l'Est du pays suite à l'occupation d'une partie du Nord-Kivu par les rebelles du M23, il a affirmé que, grâce notamment au processus de réorganisation de l'armée en cours, les militaires congolais sont capables de défendre le territoire national. Les députés de l'opposition qui voulaient un débat avec le Premier ministre ne l'ont pas obtenu à cause d'une motion d'une députée de la majorité.

Le chef du gouvernement congolais s'est dit « convaincu qu'avec la réorganisation au niveau de la hiérarchie des forces armées, l'utilisation rationnelle des ressources affectées, une logistique appropriée et un bon encadrement, les vaillants combattants soldats congolais sont à même de défendre le territoire national comme il le faut ». Selon lui, le lancement du processus de changement dans la chaîne de commandement militaire prouve à souhait l'engagement du gouvernement à réorganiser l'armée.

Matata Ponyo a, par ailleurs, invité les Congolais, en général, et les députés nationaux, en particulier, « en ce temps d'agression », à faire preuve « d'un sens élevé de dignité et de solidarité nationale ». « Nous devons donc taire nos ambitions personnelles et privilégier la défense des intérêts supérieurs et inaliénables de la nation. La postérité nous en sera reconnaissante », a-t-il affirmé.

Après l'exposé du Premier ministre, une députée membre de la Majorité présidentielle, Vicky Katumua, a introduit une motion pour qu'il n'y ait pas de débat autour de cette question, estimant que les propos de Matata Ponyo avaient été suffisamment clairs. Cette motion a suscité de violentes réactions dans la salle notamment au sein de l'opposition.

Face à la confusion qui s'est ensuite installée, le président de l'Assemblée nationale a suspendu la séance plénière. Pour Vicky Katumua, il s'agissait d'éviter qu'à la place d'un débat républicain, la séance ne « tourne aux injures et à la dérision ».

De son côté, le député de l'opposition Grégoire Kiro a estimé que, face à la gravité de la situation dans l'Est du pays, le débat était « d'une grande importance pour le peuple ». « Quand les députés veulent avoir un débat sur cette question, nos amis de la Majorité votent une motion pour demander qu'il n'y ait pas de débat. C'est inadmissible. Le peuple doit savoir ce qui se passe », a-t-il déclaré.

Après la reprise de la séance, le président de l'Assemblée, Aubin Minaku, a permis au Premier ministre et aux membres du gouvernement qui l'accompagnaient de quitter la salle. Pour l'opposition, Matata Ponyo a « réussi son coup en évitant encore une fois le débat ».

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/29/rdc-le-gouvernement-respecte-tous-les-accords-signes-avec-le-cndp-selon-raymond-tshibanda/>

(RDC_24_2) Radio Okapi – 29/11

L'Union des démocrates Mobutistes (Udemo) appelle le gouvernement congolais à démissionner suite à son « incapacité » de diriger la RDC en situation de crise, faisant allusion à la guerre de l'Est menée par les rebelles du Mouvement du 23 mars depuis le mois

de mai dernier. Le parti de Nzanga Mobutu [le fils du feu maréchal Mobutu et ancien ministre de Kabila de 2006 à 2010], a, au cours d'un point de presse tenu jeudi 29 novembre à Kinshasa, décrié la dégradation de la situation sécuritaire dans cette partie du pays.

« Ce pouvoir caractérisé par l'absence de leadership au sommet de l'Etat n'est plus digne de gouverner la RDC en situation de crise sociale, politique et sécuritaire », a déclaré le porte-parole de l'Udemo, Emile Sadiki.

Selon lui, le gouvernement avec son leadership doivent démissionner car, dit-il, leurs actions sont inefficaces pour la protection de peuple congolais et la défense de l'intégrité territoriale. « Le constat est clair : la situation actuelle de la RDC dénote un déficit sécuritaire criant et une balkanisation de fait de la République au profit des agresseurs. Ce qui logiquement aboutit à affirmer que le président de la République a failli à son devoir sacré et a donc logiquement violé son serment constitutionnel », a affirmé Emile Sadiki.

L'Udemo regrette que jusqu'à présent, la RDC ne parvient pas à décréter l'Etat d'urgence face à l'occupation de Goma, évoquant l'article 85 de la Constitution de la République.

L'article 85 de la Constitution dispose : « Lorsque des circonstances graves menacent, d'une manière immédiate, l'indépendance ou l'intégrité du territoire national ou qu'elles provoquent l'interruption du fonctionnement régulier des institutions, le Président de la République proclame l'état d'urgence ou l'état de siège, après concertation avec les présidents des deux chambres (...). Il en informe la nation par un message ».

Justice, Droits de l'homme...

(RDC_25) Radio Okapi – 26/11

L'auditorat militaire ne peut pas se saisir du dossier du général Amisi Kumba « Tango Fort » pour l'auditionner, après sa suspension de ses fonctions jeudi 22 novembre par le chef de l'Etat. Selon la justice militaire, aucun magistrat n'a le grade du général suspendu pour une instruction judiciaire. Un haut magistrat qui a requis l'anonymat a expliqué lundi 26 novembre à Radio Okapi que la justice militaire n'a aucun magistrat qui a le grade du général-major comme le chef des forces terrestres suspendu. Il a ajouté qu'à l'étape actuelle il n'y a que le chef de l'Etat qui a la latitude de le mettre en accusation mais qu'il se posera toujours le problème de la compétence des magistrats militaires devant l'auditionner.

Certains experts en matières militaires considèrent que les accusations qui pèsent sur le chef d'Etat-major général des forces terrestres, le général Amisi Kumba de haute trahison et qu'il mérite la servitude pénale au regard du code pénale militaire.

L'article 128 du code disciplinaire militaire stipule ce qui suit : « En temps de guerre, tout congolais qui se rend coupable de haute trahison est puni de mort » ; précisant dans son alinéa 2 que par haute trahison, il faut entendre « le fait de livrer à une puissance étrangère, à une entreprise ou une organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou à leurs agents des matériels, constructions, équipements, installations, appareils ou autres matériels affectés à la défense nationale ».

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/25/rdc-les-fonus-exigent-larrestation-du-general-amisi->

[nkumba-chef-des-forces-terrestres-des-fardc/](#)

(RDC_26) AFP – 27/11

Le procès en appel devant la Haute cour militaire de Kinshasa des assassins présumés de Floribert Chebeya, un militant des droits de l'Homme assassiné en juin 2010, a repris mardi avant d'être interrompu par un incident provoqué par les parties civiles. Celles-ci ont demandé que les accusés en fuite soient cités à comparaître arguant que faute d'une citation, ce procès pourrait être déclaré nul devant la cour de cassation.

Le président de la Haute cour, le colonel Emmanuel Nsimbo, après avoir entendu les parties, a remis sa décision à la prochaine audience, convoquée la semaine prochaine.

Ce procès en appel, ouvert en juin dernier, a repris après une longue interruption - les parties civiles demandant l'audition de l'ancien chef de la police, le général John Numbi. Le 23 octobre, lors de sa précédente audience, elle a rejeté cette demande.

Relations extérieures

(RDC_27) Union européenne – Déclaration de Catherine Ashton – 23/11

"La Haute représentante souhaiterait saluer la déclaration endossée conjointement par les Présidents Museveni, Kagame et Kabila, suite à leur rencontre à Kampala sur la situation à l'est du Congo convoquée par le Président Museveni en tant que Président de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL). Il s'agit d'une étape importante en vue d'empêcher une plus grande détérioration de la crise et de commencer à travailler sur des solutions durables.

La Haute Représentante encourage toutes les parties concernées à travailler de bonne foi afin de mettre en oeuvre rapidement l'accord qui a été trouvé, en commençant par l'arrêt immédiat de l'offensive du M23 et son retrait de Goma. Elle en appelle à toutes les parties d'accorder immédiatement un accès humanitaire sans restriction aux personnes qui en ont besoin.

L'Union européenne, en coordination étroite avec les Nations Unies et d'autres partenaires internationaux est prête à appuyer la région dans ses efforts en vue de contribuer à une solution durable à la crise."

(RDC_28) Radio Okapi – 24/11

Un sommet extraordinaire de la Conférence internationale sur les Grands lacs (CIRGL) s'est ouvert ce samedi 24 novembre à Kampala en Ouganda. Ce sommet sera consacré à la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC. Il se tient trois jours après la réunion des présidents congolais, rwandais et ougandais dans la capitale ougandaise qui ont exigé au Mouvement du 23 mars (M23) de mettre fin à leur offensive et de se retirer de la ville de Goma qu'il occupe depuis le mardi dernier.

Le président congolais prend part à ce sommet dont les discussions se déroulent à l'heure actuelle à huis clos. Mais son homologue rwandais, Paul Kagame, n'y assiste pas. Il est représenté par sa ministre des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo. Des officiels rwandais invoquent d'autres engagements et notamment la visite à Kigali ce samedi du

président Denis Sassou Nguesso du Congo-Brazzaville. Cette visite devrait également être consacrée à la situation sécuritaire dans la région des Grands lacs.

La présidente de la commission de l'Union africaine (UA), Nkosazana Dlamini Zuma et le commissaire à la Paix et la Sécurité de l'UA, Ramtane Lamamra, participeront également au sommet.

(RDC_29) AFP – 24/11

Les chefs d'Etat africains réunis samedi à Kampala pour un sommet consacré au conflit dans l'est de la RDC ont demandé aux rebelles de cesser les hostilités et de se retirer de Goma "d'ici 48 heures". Dans leur déclaration finale, les dirigeants ont aussi déclaré que le Mouvement du 23 mars (M23) devrait arrêter de "déclarer qu'il faut renverser le gouvernement élu" en RDC.

En échange, le gouvernement de RDC serait prêt à "écouter, évaluer et satisfaire les revendications légitimes" des rebelles, ont-ils indiqué.

Le président de la RDC, Joseph Kabila, participe notamment à ce sommet présidé par le chef de l'Etat ougandais Yoweri Museveni. Leur homologue rwandais, Paul Kagame, n'a pas fait le déplacement dans la capitale ougandaise mais est représenté par sa ministre des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo.

Le ministre ougandais des Affaires étrangères, Sam Kutesa - lisant un texte qui différait légèrement des conclusions finales remises à la presse - a déclaré que les rebelles devraient se retirer à "au moins 20 kilomètres au nord de Goma". Cette localisation à 20 km au nord de la capitale du Nord-Kivu correspond plus au moins aux positions que tenaient les rebelles près de Kibumba avant de lancer leur attaque sur Goma et de conquérir la ville mardi dernier.

Le communiqué indique que le retrait devrait avoir lieu "d'ici 48 heures." La force des Nations unies en RDC (Monusco) est supposée "occuper et sécuriser une zone neutre entre Goma et les nouvelles zones occupées par le M23", selon ce communiqué. et le déploiement à l'aéroport de Goma d'une force tripartite composée d'une "force neutre", de soldats de l'armée régulière de RDC et de rebelles.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/24/rdc-les-chefs-detat-des-grands-lacs-donnent-10-jours-au-m23-pour-quitter-goma/>

(RDC_30) Belga – 24/11

Entre 150 et 200 personnes se sont rassemblées samedi après-midi place du Trône à Bruxelles pour demander le départ de Joseph Kabila, le président de la République Démocratique du Congo. Les manifestants le tiennent en effet pour responsable de la récente invasion de Goma par le mouvement M23, soutenu par le Rwanda. Par ailleurs, sept personnes ont été arrêtées administrativement à la Porte de Namur.

Les manifestants se sont regroupés vers 15h00, dans le calme, sur la place du Trône et se sont ensuite déplacés en cortège en direction de l'ambassade américaine puis brièvement vers la Porte de Namur.

"Kabila est à l'origine de la guerre qui sévit actuellement dans l'est du Congo et il doit en tirer les conséquences", estime Jeannot Kabuya, organisateur de la manifestation. "Ce qu'il s'y passe actuellement est la suite logique de son pouvoir illégitime. Kabila doit dégager et laisser la place à Etienne Tshisekedi qui est le véritable vainqueur des élections présidentielles de 2011", ajoute-t-il.

(RDC_31) AFP – 25/11

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a appelé dimanche les rebelles du M23 à rendre les armes et à se retirer de la ville de Goma, conformément aux décisions du sommet de Kampala de samedi.

"Le secrétaire général appelle le M23 à rendre immédiatement ses armes, comme le prévoient les accords de Kampala, et à procéder au retrait immédiat de ses forces de Goma", a indiqué son porte-parole dans un communiqué. "Le secrétaire général encourage les parties à poursuivre le dialogue parmi les dirigeants de la région des Grands Lacs", poursuit le porte-parole de Ban Ki-moon.

(RDC_32) Radio Okapi – 25/11

Dans un communiqué rendu public dimanche 25 novembre, les présidents rwandais Paul Kagame et congolais Denis Sassou Nguesso invitent le M23 et le gouvernement de la RDC « à mettre en œuvre les conclusions de Kampala ». Les deux chefs d'Etat estiment que les conclusions de la Conférence internationale de la région de Grands lacs (CIRGL) représentent une bonne base pour le règlement du conflit.

Pour sa part, le ministre congolais des Affaires Etrangères, Raymond Tshibanda, s'est dit, dimanche 25 novembre, confiant à l'application des résolutions des chefs d'Etats de la CIRGL, malgré l'absence du Rwanda la veille au sommet extraordinaire de cette organisation sous-régionale à Kampala. Il a estimé que si les recommandations ne sont pas appliquées à la lettre, ce ne sera pas à cause de l'absence de Paul Kagame à Kampala. « Je n'ai pas de doute que la crise de l'Est sera réglée. Je ne dis pas qu'elle le sera demain mais nous travaillons à la résolution de la crise et elle trouvera une solution. Le Rwanda est engagé par ce qui a été décidé. S'il n'y a pas application, certes, ce ne sera pas dû à l'absence du chef de l'Etat rwandais. Ce serait dû à d'autres considérations. Mais pas à celle là », a déclaré le ministre Raymond Tshibanda.

Sur la position difficile du président Kabila et un rappel historique du rôle du Rwanda, lire sous :

<http://africanarguments.org/2012/11/28/congo-kabila-in-a-catch-22-with-m23-%E2%80%93-by-kris-berwouts/>

(RDC_33) AFP – 26/11

Le chef militaire des rebelles du M23, qui affrontent l'armée de RDC, s'est rendu lundi dans la capitale ougandaise Kampala pour des pourparlers, a affirmé un porte-parole du M23 à l'AFP.

Le déplacement à Kampala du chef militaire du M23, Sultani Makenga, intervient dans la foulée de celui du chef politique des mutins, Jean-Marie Runiga. Sous l'égide de l'Ouganda, les pays d'Afrique des Grands Lacs tentent d'obtenir un retrait du M23 de la capitale du Nord-

Kivu Goma, qu'ils ont prise mardi dernier.

(RDC_34) AFP – 26/11

L'Union africaine (UA) s'est dit prête lundi à envisager le déploiement d'une "force internationale neutre" dans l'est de la RDC. La déclaration intervient à quelques heures de l'expiration d'un ultimatum donné ce week-end par un mini-sommet des pays d'Afrique des Grands Lacs au M23 pour quitter Goma.

Selon Ramtane Lamamra, le commissaire à la Paix et la Sécurité de l'UA, la Tanzanie est prête à fournir 800 soldats pour cette force, "aussitôt que la logistique le permettra et qu'il y aura un commandant".

(RDC_35) AFP – 26/11

L'émissaire des Etats-Unis pour l'Afrique et ses homologues français et britannique vont se rendre dans plusieurs pays d'Afrique de l'Est pour tenter de déminer la crise qui secoue la RDC, a indiqué lundi le département d'Etat américain.

Le secrétaire d'Etat adjoint Johnnie Carson est dans la région des Grands Lacs depuis le week-end pour aider à trouver une solution à la crise au Nord Kivu, une région riche en minerais conquise en partie par la rébellion congolaise du M23.

"Rejoint par ses homologues français et britannique", il a déjà rencontré le président ougandais, Yoweri Museveni, a précisé la porte-parole de la diplomatie américaine, Victoria Nuland, lors de son point presse quotidien. "Nous voulons un processus viable de négociation et de dialogue sur le statut de la région est du Congo qui soit conduit par l'ensemble des parties prenantes", a-t-elle affirmé, citant M. Museveni et les présidents de RDC Joseph Kabila et du Rwanda Paul Kagame.

Les diplomates "ont déjà rencontré le président Museveni et vont rencontrer d'autres dirigeants de la région afin de promouvoir une solution pacifique et durable au conflit", a déclaré Mme Nuland. "Ils sont à Kinshasa aujourd'hui et vont se rendre à Kigali. Ils rencontreront les présidents de tous les pays" de la région, comme MM. Kabila et Kagame, a-t-elle ajouté.

Sur la diplomatie américaine jusqu'ici silencieuse, lire sous :

<http://congosiassa.blogspot.be/2012/11/susan-rice-and-m23-crisis.html>

<http://www.therwandan.com/blog/president-obama-sends-top-africa-diplomat-for-congo-peace-talks/>

(RDC_36) Radio Okapi – 27/11

« Nous sommes une force de maintien de la paix des Casques bleus établie par le Conseil de sécurité et non une armée de guerre », a déclaré mardi 27 novembre le patron de la Mission des Nations unies en RDC, Roger Meece, au cours d'une conférence de presse à Kinshasa. Le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies a ajouté que c'est par « manque d'informations précises concernant les activités [de la mission] que certaines personnes ont la perception que la Monusco est passive. Il réagissait aux agressions subies son personnel à travers le pays, après l'occupation de la ville de Goma par les rebelles du M23 mardi 20

novembre dernier.

« Je crois que la perception de certaines personnes disant que nous étions passifs, ce n'est pas le cas. Cette perception ne reflète pas non plus les déclarations du gouvernement et des FARDC ainsi qui ont la bonne connaissance de ce que nous avons fait », a affirmé Roger Meece. Plusieurs manifestations ont été organisées à travers le pays notamment en Province Orientale et à Kinshasa pour protester contre la chute de Goma et l'agression du pays par le Rwanda et l'Ouganda.

Pour Roger Meece, la Monusco a la priorité de protéger les civils et c'est ce qu'elle exerce « au maximum possible ». « Ce qui a justifié l'engagement des casques bleus à Kibumba, Kibati et Rutshuru pour essayer de protéger la population », a affirmé Roger Meece.

Lire aussi sous :

<http://matsutas.wordpress.com/2012/11/26/congo-crisis-shows-bankruptcy-international-military-policies-guest-post-by-maria-eriksson-baaz-and-judith-verweijen/>

<http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2012/11/26/trop-facile-de-crier-haro-sur-la-monusco/>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/29/rdc-la-monusco-recouru-la-force-pour-eviter-la-chute-de-goma-selon-son-chef-detat-major/>

(RDC_37) Belga – 28/11

Un groupe de femmes de la diaspora congolaise a réclamé mercredi de la Belgique qu'elle condamne sans ambages le Rwanda et l'Ouganda pour leur soutien - que Kigali et Kampala démentent - au mouvement rebelle M23 actif dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

Le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR), qui les a reçues au sein de son département, leur a répondu que cette responsabilité - tout comme celle d'imposer ses sanctions contre ces deux pays - incombait d'abord au Conseil de sécurité de l'ONU, qui va devoir se prononcer sur des rapports d'experts mettant en cause le Rwanda et l'Ouganda. "Je comprends la démarche", a-t-il affirmé à ces femmes rassemblées au sein d'une "dynamique" regroupant plusieurs associations de femmes de la diaspora et emmenée par la députée bruxelloise Gisèle Mandaila (FDF).

Le chef de la diplomatie belge leur a assuré que la Belgique n'avait de cesse de remettre la RDC à l'agenda des organisations internationales, comme l'Union européenne. Il a rappelé que ses priorités étaient l'"arrêt des violences" dans l'est de la RDC, la "reprise du dialogue" entre Kinshasa et Kigali, l'imposition de sanctions contre les responsables du M23, et le renforcement du mandat de la Mission des Nations unies pour la stabilisation de la RDC (Monusco), afin de le rendre plus "offensif", et des effectifs des Casques bleus accrus de 2.000 hommes.

Les femmes congolaises lui ont remis un mémorandum exigeant notamment "la poursuite, devant les juridictions internationales, du régime rwandais et de tous les acteurs impliqués dans les massacres des populations civiles et les graves violations des droits humains" dans l'est de la RDC, ainsi que l'imposition d'un embargo sur les armes à destination du Rwanda.

(RDC_38) AFP – 28/11

L'ONU a réaffirmé mercredi qu'elle mobiliserait tous les moyens en son pouvoir pour assurer le retour de la paix en RDC, laissant planer la menace de nouvelles sanctions.

"Je ne vais pas préjuger de ce que fera le Conseil de sécurité des Nations Unies mais je suis sûr qu'il utilisera tous les moyens en son pouvoir pour assurer le retour de la paix et de la sécurité en RDC", a affirmé le représentant spécial pour l'Afrique centrale du secrétaire général de l'ONU, Abou Moussa. "Et si l'on suit les dernières déclarations du Conseil, il a indiqué qu'il pourrait appliquer des sanctions" contre le mouvement rebelle M23, a ajouté M. Moussa lors d'un point de presse à Luanda, évoquant également une possible redéfinition du mandat de la mission de maintien de la paix en RDC, la Monusco.

"La paix en RDC est cruciale pour la paix en Angola et dans les huit autres pays frontaliers, c'est pour cela que tout le monde doit se mobiliser pour résoudre la situation", a martelé M. Moussa. "L'Angola a participé à toutes les discussions de ces derniers jours car l'Angola a intérêt au retour de la paix en RDC", a-t-il ajouté.

Ces déclarations interviennent alors que circulent depuis plusieurs jours des rumeurs sur l'envoi de troupes ou d'instructeurs angolais en RDC, une information vivement démentie par Luanda. Le ministre angolais des Relations extérieures, Georges Chicoty, a ainsi indiqué mardi lors de l'ouverture de la conférence que le gouvernement angolais privilégiait les solutions politiques et négociées, comme celle mise au point samedi à Kampala, en Ouganda.

(RDC_39) AFP – 29/11

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a appelé mercredi tous les dirigeants africains de la région à cesser de soutenir les rebelles du M23 en République démocratique du Congo. Soulignant que 285.000 personnes avaient été contraintes de fuir devant l'avancée des rebelles, Mme Clinton a appelé le M23 à respecter les termes d'un cessez-le-feu qu'ils ont accepté et à se retirer de la ville de Goma, dans l'est du pays.

"Nous appelons les dirigeants et les gouvernements dans toute la région à cesser et empêcher le soutien au M23 depuis leur territoire", a déclaré Mme Clinton après une rencontre avec la présidente de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma. "Les conséquences humanitaires du conflit dans l'est du pays sont dévastatrices", a poursuivi la chef de la diplomatie américaine. "En ce qui concerne le M23, il n'y a qu'une seule issue. Ils doivent respecter les engagements pris dans les accords de Kampala, mettre un terme à leurs attaques, se retirer de Goma et revenir à leurs positions du mois de juillet", a-t-elle ajouté.

(RDC_40) Radio Okapi – 29/11

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, mercredi 28 novembre, une résolution prolongeant jusqu'en 2014 l'interdiction de la vente et de la livraison d'armes aux groupes armés actifs en RDC notamment le Mouvement du 23 mars (M23), les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) et les Maï-Maï. Pour Ileka Atoki, ambassadeur de la RDC en France et envoyé spécial congolais au Conseil de sécurité, ces mesures permettront de créer les conditions rapides d'un retour à la paix sur le sol congolais. Selon lui, ces sanctions permettront également d'empêcher « l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesses de la RDC sur fond de rébellion soutenue par des puissances extérieures ».

La résolution proposée par la France exige au M23 et à d'autres groupes armés, y compris les FDLR, l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), les milices Maï-Maï, les Forces nationales de libération (FNL) et l'Alliance des forces démocratiques (FDA) de mettre immédiatement fin à toutes formes de violence et autres activités déstabilisatrices. Ces groupes sont appelés à libérer immédiatement tous les enfants soldats dans leurs rangs. Elle interdit également tout soutien à ces groupes et décide de reconduire les sanctions financières et les restrictions de déplacement contre les responsables politiques et militaires des groupes armés étrangers opérant en RDC, décidées par la résolution 1807 de 2008.

Le 13 novembre dernier, les Etats-Unis et l'Onu ont annoncé des sanctions contre Sultani Makenga, chef des rebelles du Mouvement du 23 mars (M23), accusé d'être à l'origine des violations des droits de l'homme et de violer l'embargo sur les armes en RDC. Il s'agit notamment du gel de ses avoirs aux Etats-Unis.

Au sujet de la rébellion du M23 qui sévit actuellement dans l'Est de la RDC, Ileka Atoki a déclaré que « le soutien démontré du Rwanda au M23 est une violation flagrante de la Charte des Nations Unies menée contre les principes de la coexistence pacifique ». Mais il a indiqué que son pays est ouvert au dialogue avec le Rwanda. Il a demandé aux Nations unies de faciliter ce dialogue.

Lire la résolution sous :

http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/2078%282012%29

RWANDA

Sécurité, Armée...

(RWA_1) AFP – 27/11

Des combats ont opposé mardi au Rwanda l'armée rwandaise à des rebelles hutu rwandais des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), venus de l'est de la RDC où ils sont basés, a affirmé le porte-parole de l'armée rwandaise.

Le général Joseph Nzabamwita a indiqué dans un SMS adressé à l'AFP que les combats s'étaient déroulés sur les contreforts des volcans dans le département de Gisenyi, frontalier de la RDC, où les FDLR, opposés au régime rwandais de Paul Kagame, multiplient les exactions depuis 1994. "Les forces armées du Rwanda combattent des éléments FDLR qui ont attaqué dans les secteurs de Cynzarwe et Bugeshui, dans le district de Rugavu", indique le SMS. "Les éléments FDLR ont traversé la frontière depuis la RDC (pour entrer) au Rwanda".

L'attaque a été menée "vers 5h00 du matin (locales, 4h00 heures belges)" et menée "par deux compagnies" rebelles, soit un total de plus de cent hommes. "Au moment où nous parlons, certains (membres des FDLR) ont fui vers la RDC, d'autres à l'intérieur du territoire rwandais", a précisé le général Nzabamwita à l'AFP peu avant 10h00, assurant que ses forces avaient pris le dessus.

Pour les hypothèses concernant cette attaque, écoutez sous :

http://www.bbc.co.uk/afrique/nos_emissions/2012/11/121128_linvoke_filipreyntjens.shtml

Relations extérieures

(RWA_2) The Telegraph – 24/11

Former Rwandan soldiers tell David Blair of their time fighting a war across the border, inside the Democratic Republic of Congo. Their accounts contradict Rwanda's repeated denials of any role in Congo's conflict.

The orders given by the Rwandan general were clear and stirring. "Now the time has come when you must fight for your country," he told a gathering of soldiers at the national military academy. But this new campaign would not be waged on Rwanda's territory. Instead, this specially formed battalion of the Rwandan Defence Forces was about to be dispatched over the north-western frontier and into the Democratic Republic of Congo, where it would inflame one of the world's bloodiest civil wars by fighting alongside a brutal rebel movement, led by an indicted war criminal.

A former NCO with this Rwandan unit has given The Daily Telegraph a detailed account of how he fought in support of M23 insurgents in eastern Congo between July and September, joining assaults on two towns and a border crossing.

Another Rwandan separately told how he was detained by his country's army in June and sent to Congo, where he served as a battlefield porter. He was based in a military camp run jointly by M23 rebels and Rwanda's army.

Together, their accounts contradict Rwanda's repeated denials of any role in Congo's conflict. They provide independent confirmation of a United Nations report that has accused Rwanda of helping M23's campaign.

Read the entire story under :

<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/democraticrepublicofcongo/9700471/Rwandans-fighting-an-illegal-war-in-the-Congo.html>

Read also under :

<http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-20542846>

(RWA_3) Telegraph – 25/11

David Himbara, who was President Paul Kagame's right hand man until he fled the country two years ago, said: "Britain is not funding Rwanda. It is funding a dictator. It's sustaining a bad regime by any measure. Let no British taxpayer flatter herself or himself that they're helping Rwanda. No, you are merely extending their misery."

Despite ever-more serious allegations of human rights abuse at home and war-mongering abroad, the UK is planning to give *The* £270-million to Rwanda over the next three years. By then, aid to the country will have nearly doubled since the Conservative-led coalition came to power. Half of that aid will be given directly to the Rwandan government, to spend as it sees fit.

Rwanda relies on foreign aid for nearly half its budget and Britain is its biggest bilateral donor, providing about five per cent of the national budget – more than the Rwandan government allocates to defence spending.

"The United Kingdom's aid to Rwanda is misplaced. It's wrong. It cannot be justified," said Mr Himbara, who now lives in South Africa and is on an alleged Rwandan government hit list. Speaking to Channel 4's Dispatches in an exclusive interview to be broadcast on Monday Nov 26 he added: "How do you hold people accountable where there is no media, where there is no opposition party, where parliament is answerable to one man?"

The international development secretary, Justine Greening, is to decide next month on whether to hand over the next tranche of aid, totalling £21 million. Her predecessor, Andrew Mitchell, suspended payment of a £16 million instalment after evidence first surfaced that Rwanda was backing the violent rebellion in neighbouring Congo.

Read the whole story under:

<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/rwanda/9700913/Britains-aid-to-Rwanda-is-funding-a-repressive-regime-says-former-Kagame-official.html>

Read also under :

<http://www.jambonews.net/actualites/20121123-la-surete-belge-evoque-la-crispation-du-regime-rwandais/>

<http://allafrica.com/stories/201211270182.html>

(RWA_4) APP – 30/11

La ministre britannique de l'Aide au développement, Justine Greening, a annoncé vendredi que Londres ne verserait pas la prochaine tranche d'aide budgétaire au Rwanda d'un montant de 21 millions de livres en raison de présomptions d'une implication de Kigali dans le soutien au mouvement rebelle congolais du 23 mars (M23).

Ce paiement de 21 millions de livres (une trentaine de millions d'euros) à des fins d'aide budgétaire ne sera pas déboursé à la suite d'une rupture des principes de partenariat contenus dans le mémorandum d'accord entre les deux pays, a précisé son département dans un communiqué reçu à Bruxelles.

"Le gouvernement (britannique) a déjà exprimé ses préoccupations à propos de rapports crédibles et convaincants de l'implication du Rwanda dans le M23" en République démocratique du Congo (RDC)", a indiqué Mme Greening, citée dans le communiqué. "Cette preuve constitue une rupture des accords de principe établis dans le mémorandum d'accord (MoU) et en conséquence, j'ai décidé de ne pas libérer le prochain paiement en faveur du Rwanda", a ajouté la ministre.

La décision de Mme Greening fait suite à celle, hautement polémique de son prédécesseur, Andrew Mitchell, qui avait levé partiellement en septembre le gel de l'aide au Rwanda, décrété en juillet.

Dans le même temps, le Royaume-Uni a annoncé une aide supplémentaire de 18 millions de livres, sous forme notamment de nourriture et d'eau, pour venir en aide durant trois mois à quelque 100.000 Congolais.

Le Royaume-Uni est le second contributeur bilatéral du Rwanda, après les Etats-Unis, et devait lui verser 75 millions de livres cette année, dont 37 millions payables directement au

gouvernement. Au cours des quatre dernières années, le Royaume-Uni a accordé un total de 265 millions de livres d'aide au Rwanda, selon des chiffres officiels.